

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 24. September 1990

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 24 septembre 1990

1. Der Bundesrat hat am 18. Juni 1990 Gerichtspräsident Fabio Righetti, Bern, als besonderen Vertreter des Bundesanwalts eingesetzt und ihn neben andern Ermittlungen auch mit der Abklärung des Falles in Liestal betraut; Herr Righetti hat dieses Ermittlungsverfahren mit Verfügung vom 5. September 1990 eingestellt.

2./5. Der Vorsteher des EJPD hat der Geschäftsprüfungskommission des Kantons Basel-Landschaft alle Ersuchen bewilligt. Die Art der Dossieranlage in Bern, die in erster Linie nach den Ereignissen und nicht nach dem Absender erfolgt, erlaubt jedoch nicht, eindeutig festzustellen, ob in Liestal Akten vernichtet wurden und, wenn ja, welche. Die mit den Abklärungen betraute Kommission des Kantons Basel-Landschaft hat anlässlich ihres Besuches bei der Bundesanwaltschaft Gelegenheit gehabt, entsprechende Vergleiche anzustellen und die notwendigen Fichen zu konsultieren. Was die im Rahmen des nun abgeschlossenen Ermittlungsverfahrens nach Bern transferierten Akten betrifft, so wird der besondere Vertreter des Bundesanwaltes die vollständigen Akten an das Bezirksstatthalteramt Liestal zurücksenden.

3. Es ist vom besonderen Vertreter des Bundesanwaltes bzw. vom kantonalen Untersuchungsrichter zu beurteilen, ob Kollisionsgefahr besteht. Im Bereich der Bundesanwaltschaft sind durch die Einsetzung des Sonderbeauftragten für die Behandlung der Staatsschutzakten die Massnahmen getroffen, um das Verschwinden von Akten zu verhindern.

4. Der Bundesrat kann über kantonsinterne Verfahren keine Auskunft erteilen. Die Information über strafrechtliche Ermittlungen erfolgt zudem immer durch die zuständigen richterlichen Behörden.

6. Bei der Bundesanwaltschaft werden die eingereichten Akten richtigerweise nicht nach allen von den Kantonen gemeldeten Personen erschlossen, sondern nur nach jenen, deren Erfassung nach den zur betreffenden Zeit massgebenden präventiv-polizeilichen Kriterien notwendig erscheint. Dieser Grundsatz hat mit dem Erlass der Negativliste an Bedeutung gewonnen, indem alle Meldungen genau überprüft werden, ob die personenmässige Erschliessung wirklich notwendig sei.

Präsident: Die Interpellantin ist von der Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt.

90.751

Interpellation Spielmann**Rückkehrhilfe
für Chilenen und Chileninnen****Aide au retour
pour les Chiliens***Wortlaut der Interpellation vom 1. Oktober 1990*

Seit einiger Zeit kehren viele Chilenen und Chileninnen, welche nach dem Putsch von Pinochet im Jahre 1973 als anerkannte politische Flüchtlinge in der Schweiz gelebt haben, mit ihren Familien in ihre Heimat zurück, und dies ohne offizielle Hilfe der Schweiz oder der Hilfswerke. Da kein Sozialversicherungsabkommen mit Chile besteht, verlieren sie ihre Ansprüche auf künftige AHV/IV-Renten. Sie können lediglich ihre einbezahlten Arbeitnehmerbeiträge zurückverlangen. Auf die zurückerstatteten Pensionskassenbeiträge legt gar noch der Fis-

kus die Hand. Beim DFW existiert lediglich eine Ziffer 3.4.3., die die Richtsätze vom 12. Juni 1987 für die Bemessung der materiellen Hilfe an Flüchtlinge festlegt. Es sind mir keine Fälle bekannt, wo die Hilfe mehr beinhaltete als die Bezahlung der Flugtickets in die Heimat. Trotz Interesse von seiten gewisser Hilfswerke an Rückkehrhilfeprojekten gibt es bis heute keine solchen. Es bestand lediglich ein zeitlich befristetes Projekt für rückkehrende Asylbewerber (nicht Flüchtlinge). Die Hilfswerke werden von sich aus nicht aktiv. Sie warten auf Geld für ein solches Projekt vom DFW.

Ich frage den Bundesrat an:

1. Wie viele Chilenen und Chileninnen sind schon zurückgekehrt?
2. Wie viele Beiträge von Chilenen und Chileninnen hat die AHV schon «verdient»?
3. Was unternimmt der DFW, um rückkehrwillige Chilenen und Chileninnen zu unterstützen, richtig zu informieren und zu beraten?
4. Wird der Bundesrat mit Chile Verhandlungen für ein umfassendes Sozialversicherungsabkommen aufnehmen?
5. Ist der Bundesrat bereit, Rückkehrhilfeprojekte finanzieren zu helfen?

Texte de l'interpellation du 1er octobre 1990

Depuis un certain temps, de nombreux Chiliens et Chiliennes, qui sont venus habiter la Suisse au lendemain du coup d'Etat de 1973 dirigé par Pinochet et qui disposent du statut de réfugié politique, retournent dans leur pays avec leur famille, et cela, sans bénéficier d'une aide des autorités suisses et des oeuvres d'entraide. Comme il n'existe pas de convention avec le Chili en matière d'assurances sociales, ils perdent leurs droits à de futures rentes AVS/AI. Ils peuvent tout au plus récupérer les cotisations d'employés qu'ils ont versées. En outre, le fisc prélève encore des impôts sur les cotisations remboursées par les caisses de retraite. Au DAR, il n'existe qu'un texte portant sur l'aide à la réinstallation, à savoir le chiffre 3.4.3 des normes du 12 juin applicables à l'aide financière des réfugiés. Je ne connais personne qui ait bénéficié d'une aide supérieure à l'équivalent d'un billet d'avion gratuit pour retourner dans son pays. Bien que certaines oeuvres d'entraide se soient intéressées à des projets d'aide au retour, rien de concret n'a été réalisé jusqu'à ce jour, à part un projet limité dans le temps en faveur des requérants d'asile (et non des réfugiés) rentrant dans leur pays. Pour ceux-ci, les oeuvres d'entraide n'entreprennent rien de leur propre gré et attendent que le DAR leur donne des fonds pour financer un tel projet.

A ce sujet, je pose les questions suivantes au Conseil fédéral:

1. Combien de Chiliens et Chiliennes sont déjà rentrés dans leur pays?
2. A combien s'élève le montant des cotisations de Chiliens et Chiliennes «empoché» par les caisses de l'AVS?
3. Qu'entreprend le DAR pour soutenir les Chiliens et Chiliennes désirant rentrer dans leur pays, pour les informer correctement et pour leur donner des conseils?
4. Le Conseil fédéral compte-t-il engager avec le Chili des négociations portant sur une convention détaillée en matière d'assurances sociales?
5. Le Conseil fédéral est-il prêt à contribuer au financement de projets d'aide au retour?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 21. November 1990

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 21 novembre 1990

1. D'après les statistiques tenues par l'Office fédéral des réfugiés, lesquelles ne comprennent d'ailleurs pas tous les ressortissants chiliens vivant en Suisse, 105 personnes sont rentrées

dans leur pays avant qu'une décision les concernant n'ait été prise, 145 à la suite d'une décision négative et 18 réfugiés reconnus après retrait de l'asile qui leur avait été accordé.

2. Dans l'état actuel du droit, il est possible de rembourser à des ressortissants chiliens les cotisations qu'ils ont versées. Le remboursement peut être refusé en tout ou en partie s'il contrevient au principe de l'équité. Tel est le cas lorsque le montant remboursé dépasse largement la somme que le requérant toucherait, le cas échéant, sur la base de ses cotisations. Néanmoins, nous ne savons pas dans quelle mesure il a fallu réduire pour cause d'iniquité les sommes ainsi versées.

3. Selon l'article 18e et l'article 33, alinéa 2 de la loi sur l'asile, entrés en vigueur le 1er janvier 1988, la Confédération peut fournir une aide au retour sous forme de conseils ou, dans le cas de réfugiés, prendre à sa charge les frais occasionnés par leur départ et contribuer à leur réintégration dans leur pays d'origine. Entre-temps, plusieurs services d'aide au retour ont été mis sur pied; ils font profiter de leurs conseils les personnes désireuses de rentrer dans leur pays, pour toutes les questions tenant au voyage de retour. Par ailleurs, il ne faut pas oublier les nombreuses autorités cantonales, communales et fédérales ainsi que les oeuvres d'entraide reconnues, choisies par le réfugié qui ont pour mission de lui porter conseil et assistance. Quant à l'aide matérielle, on examine en détail la situation économique de l'intéressé afin de déterminer dans quelle mesure il faut en financer le retour et la réintégration en puisant sur les fonds publics.

4. La Suisse a conclu jusqu'à présent des accords de sécurité sociale avec 21 Etats. Il s'agit pour la plupart d'Etats membres du Conseil de l'Europe, exceptionnellement d'Etats d'outre-mer. Les traités existants doivent être régulièrement complétés et amendés. Or, on ne dispose que d'effectifs réduits; en conséquence, on ne saurait étendre le réseau de ces accords à de nouveaux Etats que dans une mesure restreinte. Quoique la liste des Etats qui souhaitent conclure un accord avec la Suisse soit considérable, la priorité est donnée à l'heure actuelle aux négociations menées avec les Etats de l'EEE. En outre, les contacts avec les anciens pays de l'Est sont au premier plan de nos préoccupations car beaucoup de gens sont concernés, et notamment nombre de citoyens suisses. Ni le Chili, ni les Suisses qui y habitent n'ont souhaité jusqu'à présent la conclusion d'un accord de sécurité sociale.

5. Dans le cas des Chiliens, la Confédération a financé un projet exhaustif d'aide au retour qui a dû être prolongé au-delà de la date prévue pour sa conclusion parce que trop peu de personnes avaient voulu bénéficier des prestations qu'il prévoyait. S'il devait y avoir d'autres projets concrets dans le domaine du retour et de la réintégration de réfugiés, la Confédération serait prête à les financer dans le cadre des dispositions légales en vigueur.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt.

90.805

Interpellation Loeb

Strassenverkehrsgesetz. Fahren nach Drogenkonsum Loi sur la circulation routière. Conducteurs drogués

Wortlaut der Interpellation vom 3. Oktober 1990

Fahrer von Motorfahrzeugen in angetrunkenem Zustand (über 0,8 Promille) gewärtigen mit Recht Strafen, inklusive Führerausweisentzug. Wie verhält sich die Sachlage beim Fahren nach Drogenkonsum:

- Werden durch die kantonalen Polizeibehörden einheitliche Kontrollen vorgenommen?
- Gibt es Grenzwerte?
- Wie lange ist Drogenkonsum nachweisbar?
- Sind Erkenntnisse vorhanden, bei wie vielen Unfällen Drogenkonsum im Spiel war?
- Welche Sanktionen sind beim Fahren nach Drogenkonsum vorgesehen, und werden diese in unserem Lande einheitlich angewandt?
- Wie viele Strafen wurden für dieses Vergehen in unserem Lande bereits ausgesprochen?
- Hat der Bund bereits entsprechende Richtlinien an die Kantone erlassen, oder sieht er solche vor?

Texte de l'interpellation du 3 octobre 1990

Les conducteurs de véhicules à moteur pris de boisson (taux d'alcool de plus de 0,8 pour mille encourent à juste titre des peines pouvant aller jusqu'au retrait du permis de conduire. Qu'en est-il d'un conducteur sous l'effet d'une drogue?

- Les polices cantonales procèdent-elles à des contrôles uniformes?
- Y a-t-il des valeurs limites en la matière?
- Pendant combien de temps peut-on prouver qu'une personne a consommé de la drogue?
- Connaît-on le nombre d'accidents liés à la consommation d'une drogue?
- Quelles sanctions sont prévues pour les personnes conduisant sous l'effet d'une drogue et les applique-t-on de manière uniforme dans notre pays?
- Combien de peines ont déjà été prononcées dans notre pays pour ce délit?
- La Confédération a-t-elle déjà édicté, à l'intention des cantons, des directives en la matière ou prévoit-elle de le faire?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aubry, Burckhardt, Cincera, Coutau, Dietrich, Dreher, Friderici, Gros, Jeanneret, Loretan, Müller-Meilen, Nabholz (12)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 21. November 1990

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 21 novembre 1990

Der Bundesrat nimmt zu den einzelnen Fragen wie folgt Stellung:

1. Zuständig für die Kontrolle des Strassenverkehrs sind gemäss Artikel 130 Absatz 1 der Verordnung über die Zulassung von Personen und Fahrzeugen zum Strassenverkehr (VZV) die kantonalen Polizeibehörden. Von Bundesrechts wegen sind sie verpflichtet, regelmässig systematische Verkehrskontrollen durchzuführen (Art. 130 Abs. 3 VZV). Dazu gehört auch die Ueberprüfung der Fahrfähigkeit der Fahrzeugführer, da es gemäss Artikel 31 Absatz 2 des Bundesgesetzes über den Strassenverkehr (SVG) in Verbindung mit Artikel 2 Absatz 1 der Verkehrsregelnverordnung (VRV) verboten ist, in fahrunfähigem Zustand ein Fahrzeug zu führen. Dies stellt an die Polizeiorgane hohe Anforderungen. Einerseits sind sie verpflichtet, fahrunfähige Lenker aus dem Verkehr zu ziehen. Andererseits dürfen sie nach allgemeinen Rechtsgrundsätzen wegen den damit verbundenen Einschränkungen der persönlichen Freiheit (Bewegungsfreiheit, körperliche Integrität) nicht jeden Führer einer umfassenden Ueberprüfung zuführen, sondern nur wenn objektive Anzeichen der Fahrunfähigkeit vorliegen. Die gesetzlichen Grundlagen für die Kontrolle und das Vorgehen bei Anzeichen von Angetrunkenheit finden sich im Bundesrecht (Art. 55 SVG, Art. 2 Abs. 2 VRV, Art. 130 ff. VZV). Bei Anzeichen von Fahrunfähigkeit wegen Drogen- oder Medikamentenkonsum dagegen sützen die kantonalen Behörden ihr Vorgehen, insbesondere die Berechtigung Blut- und Harnproben anzuordnen, auf kantonales Recht. Mit der Harmonisierung dieser Vorschriften und ihres Vollzugs befassen sich daher interkantonale Gremien. Die Konferenz der kantonalen Ju-

Interpellation Spielmann Rückkehrhilfe für Chilenen und Chileninnen

Interpellation Spielmann Aide au retour pour les Chiliens

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	90.751
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.12.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2459-2460
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 377

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.